

## Edito | Agriculture: Macron parle Europe, et si nous parlions aussi proximité...

Et voilà le président qui enfourche la cause de l'agriculture européenne, rappelant qu'un agriculteur européen sur deux partira à la retraite d'ici 2022 et qu'il faut se préoccuper de la souveraineté alimentaire du continent... Il est vrai qu'il pense à chaque instant élections du 26 mai prochain... mais il est vrai que l'actualité institutionnelle bruxelloise lui fournissait, aussi, l'occasion de placer son discours au Salon de l'agriculture, sur le thème de l'Europe, puisque les négociations reprennent au sein de la Commission et du Parlement sur le futur de la PAC, la réforme qui verra une nouvelle politique budgétaire pour la période 2021-2027. Alors que nombre d'interrogations parcourent la profession agricole, à un moment où il est plus facile de faire dans « l'agribashing » que dans la juste évaluation des efforts entrepris par nombre d'exploitants pour produire mieux avec une grande exigence de qualité.. Et, souvent, de sombrer malgré tout dans le désespoir parce que le revenu n'est pas au rendez vous d'un travail de tous les instants. Cependant, notons que selon le dernier sondage Odoxa, 85% des Français ont une bonne opinion des agriculteurs. Un instantané qui est tout à fait en phase avec les résultats enregistrés, en Nouvelle-Aquitaine, au printemps dernier par le baromètre effectué par l'Institut Harris Interactive à l'occasion du Salon régional de l'agriculture.

Cette adhésion profonde ne ressortit pas obligatoirement aux gènes paysans qui sommeillent en nombre d'entre nous; elle repose beaucoup plus qu'on ne le croit sur la confiance, celle du consommateur qui, à portée de main, dispose de produits de qualité dans la plus grande diversité. Des aliments qu'il peut acheter sur les marchés de proximité qui, d'ailleurs, sont de plus en plus la porte d'entrée vers l'achat à la ferme. Le lieu où l'on fait souvent davantage que d'acquérir un bon fromage de chèvre ou des poireaux : la rencontre de ces agriculteurs, souvent de nouveaux venus que l'on aura plaisir à retrouver dans leur biotope, sur leur exploitation. Un moment clé où naît une relation porteuse de connaissance du métier et d'ouverture, au sens large, vers la société.

L'expression circuit court véhicule bien plus qu'un acte d'achat, une manière de philosophie du vivre ensemble dont notre agriculture a le plus grand besoin. Nous le savons bien, ici en cette Nouvelle-Aquitaine, première région agricole d'Europe, où nous cotoyons ces jeunes qui s'installent – souvent en bio - dont beaucoup non issus directement d'une exploitation existante, et que nous avons le devoir de soutenir. Un mouvement qui oblige la profession dans son ensemble. Et qui reçoit le soutien des organisations, non sans débat.

L'avenir de l'agriculture, le redressement si important de la démographie agricole, se conjuguent plus que jamais au pluriel. Il faut désormais raisonner agricultures, y compris oser l'agriculture urbaine. Et le pays comme la région ont besoin de cette diversité pour contribuer au maintien de la vie et des services dans des campagnes qui se sentent délaissées. C'est d'ailleurs un des enjeux importants de la négociation européenne qui s'ouvre : certes ne pas jeter aux orties les aides directes, confiant alors le soin aux Etats de s'en charger seuls, mais surtout accompagner les jeunes vers l'installation et renforcer celles du fameux second pilier où développement rural et exigence agro-environnementale ont les meilleures chances de cohabiter.



Joël Aubert



